

UNE NÉGOCIATION QUI PLIE SOUS LE RAPPORT DE FORCE DU SECTEUR DU SANITAIRE SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL

Lors des Rencontres Nationales du Travail Social en Lutte du mois d'octobre, les collectifs et les syndicats combattifs s'étaient donnés rendez-vous ce 2 Février 2023 devant les locaux de NEXEM où devait se tenir une Commission Mixte Paritaire de la Branche des Association du Secteur Sanitaire Social et Medico Social (BASSMS) 4000 manifestant-e-s venu-e-s de toute la France : de la Vienne, du Gard, du Rhône, de l'Ain, de la Haute Savoie, de la Drôme et Ardèche, de Loire-Atlantique, du Nord, du Pas-de Calais, des Bouches-du-Rhône, de Bretagne, etc. accueilli-e-s par leurs camarades d'Ile de France. Des mobilisations dans toute la France !

Une réunion de négociation qui a tourné au fiasco : des organisations employeurs qui veulent imposer l'ouverture de négociations d'une nouvelle convention collective unique avant l'attribution de l'égalité de traitement de salaire entre toutes et tous les salarié-e-s ! La réponse est NON ! Pas de négociation avant la signature d'un accord rétablissant cette inacceptable inégalité.

La délégation SUD a quitté la réunion, afin de rejoindre les milliers de manifestant-e-s rassemblé-e-s devant les locaux de NEXEM !

Face à la volonté du gouvernement et l'Organisation Patronale AXESS de détruire le système social et sanitaire, des milliers de travailleurs-ses du secteur social et médico-social et du secteur sanitaire privé à but non lucratif, de la Petite Enfance, de l'Animation, de la Branche d'Aide à Domicile, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, de Pôle Emploi, des Assistantes Maternelles, ... Bref, toutes celles et ceux qui accompagnent et permettent aux plus fragilisé-e-s de tenir debout, se sont rassemblé-e-s ce jour devant les locaux de NEXEM avant de partir en manifestation jusqu'à Matignon pour y faire entendre la détresse de tout un secteur.

Aux organisations patronales complices des politiques austéritaires et méprisantes des Borne et Macron, salarié-e-s syndiqué-es, non syndiqué-es, sympathisant-es et des collectifs, sont venu-es exprimer leur mécontentement et leur colère, à l'occasion d'une réunion de négociation nationale de la Branche Associative Sanitaire, Sociale et Médico-Sociale.

Depuis des années, le mot d'ordre des politiques sociales est "rationalisation budgétaire"

Mais pour nous, salarié-e-s de ces secteurs, certes, le soin, l'accueil et l'accompagnement ne sont pas qu'un coût, et n'ont pas de prix !

Le gouvernement et les employeurs sont liés et complices dans leurs démarches destructrices :

- Diviser les salarié-es en excluant une grande partie de nos collègues de l'indemnité des 183 euros.
- Rester sourd face à un accompagnement, et des accueils de plus en plus indignes
- Projeter un environnement conventionnel complètement décalé des attentes des salarié-es et des besoins sur le terrain
- Imposer une convention collective unique patronale avec des critères classants et un



Fédération SUD Santé Sociaux

salaire au mérite, une convention hors sol de technocrates pour des Technocrates.

Pour la fédération SUD Santé Sociaux c'est NON au projet AXESS !!!
Non à une CCUE au rabais !!!

Nous invitons toutes et tous les collègues à faire des AG dans les établissements et services, à maintenir la pression dans les instances de NAO et les CSE en reprenant nos déclarations liminaires, à communiquer toutes les informations mises à notre disposition, pour intensifier le rapport de force.

Nos revendications :

- 183 euros pour toutes et tous
- Augmentation des salaires avec une valeur du point à 5€ et un minimum conventionnel à 1900€ net pour rattraper l'augmentation du coût de la vie.
- Indexation des salaires sur l'inflation
- Amélioration des conditions de travail et arrêt des pratiques managériales toxiques
- **Une Convention Collective Commune de Haut Niveau** pour redonner du sens à nos métiers

Pour la Fédération Sud Santé Sociaux, aujourd'hui une seule solution s'impose : être dans la rue avec nos collègues pour crier notre colère et imposer un rapport de force.

Car tout le monde se bat pour le social, le social se bat pour tout le monde !

Paris, le 02 février 2023

